

Zeitschrift: Das Werk : Architektur und Kunst = L'oeuvre : architecture et art

Band: 63 (1976)

Heft: 5: Wohnen = Habiter

Artikel: Exemples d'habitations ouvrières au tournant du siècle = Beispiele von Arbeiterwohnungen der Jahrhundertwende

Autor: Barbey, Gilles / Gubler, Jacques / Abriani, Alberto

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-48585>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Exemples d'habitations ouvrières au tournant du siècle

Beispiele von Arbeiterwohnungen der Jahrhundertwende

Das durch den spekulativen Wohnungsbau des Spätkapitalismus geprägte chaotische Wachstum von Agglomerationssektoren mittelgrosser Städte und Industriezentren hat die wenigen noch erhalten gebliebenen Arbeiterwohnsiedlungen der Jahrhundertwende versteckt. Teilweise sind sie diesem Prozess bereits zum Opfer gefallen. Mehrere derartiger Objekte sind sogar von den ursprünglichen Erbauern – den Industrien –, angeblich im Sinne einer Verbesserung des Komforts, durch gewöhnliche Wohnblocküberbauungen ersetzt worden. Dabei sind nicht nur historisch wertvolle Zeugnisse des damaligen Siedlungsbaus vernichtet worden, sondern auch Wohnungstypen, welche von der älteren Belegschaftsgeneration der Fabriken geschätzt worden waren, da sie in manchen Fällen an deren Planung und Konstruktion partizipiert hatte. Im weiteren ist der Verlust solcher Bausubstanz auch deshalb bedauerlich, weil dadurch typologische Recherchen auf dem Gebiet des gemeinnützi-

gen Wohnungsbaus und soziologische Forschungsarbeiten zur Darstellung von Lebensweisen und Wohnverhältnissen in Arbeiterwohnsiedlungen der Jahrhundertwende sowie zur Abklärung der Relation zwischen den erzeugten Gütern und der sozialen Leistung in Form von Wohnungen für die Belegschaft hinsichtlich der Prestigeaufwertung der Industrie beeinträchtigt werden.

Im «werk»-Heft 3/1975 (S. 239, 241/242, 244, 246) hatten wir einige zum Teil noch unbekannte Arbeiterwohnhäuser im Raum Zürich veröffentlicht. Auf den folgenden Seiten präsentieren Gilles Barbey und Jacques Gubler zwei Wohnkasernen in Lausanne und zwei von namhaften Neuenburger Industrien erbaute Arbeiterwohnsiedlungen. Alberto Abriani legt Geschichte und Wiederaufwertung der Siedlung Leumann in Turin dar. Alle drei Beispiele entstanden zwischen 1875 und 1910.

Red.

1

Conditions d'habitation dans deux casernes locatives à Lausanne (1875–1910)

Origine des bâtiments d'habitation des rues du Nord et du Vallon

Un groupe de philanthropes des milieux libéraux lausannois fonde en 1861 la Société de Construction¹ qui a pour objet essentiel «la construction, la vente et, au besoin, l'administration de maisons pour la classe ouvrière, sans s'interdire cependant d'autres constructions et opérations rentrant dans le cercle naturel de son activité et pouvant lui faciliter l'accomplissement de son but principal qui est d'offrir aux familles d'artisans et d'ouvriers des logements suffisants, salubres et d'un prix modéré».²

Après avoir construit, entre 1871 et 1874, un premier ensemble de 56 appartements et de 8 magasins à la place du Tunnel, la Société de Construction acquiert en 1874 des terrains situés sur le flanc droit du Flon, en amont de la Solitude et en aval du Calvaire.³ La présence d'établissements industriels⁴ à proximité immédiate de cet emplacement justifie la nouvelle opération de construction qui va se dérouler entre 1874 et 1876 simultanément sur deux sites voisins, à la rue du Nord – 28 appartements et

12 magasins – et à la rue du Vallon⁵ – 48 appartements et 12 magasins. La capacité des appartements est de 2 ou 3 pièces et le loyer annuel varie entre 192 et 252 francs l'unité.⁶ Ces bâtiments, tous deux formés de quatre maisons accolées, chacune ayant sa propre cage d'escalier, sont de typiques «casernes locatives»⁷, véritable préfiguration des habitations collectives du XXe siècle. Au cours du siècle dernier on assiste progressivement à la multiplication d'une formule de logement urbain qui permet de faire cohabiter le plus grand nombre de ménages dans l'espace le plus restreint.⁸ Malgré quelques aménagements ultérieurs, les deux bâtiments du Vallon reflètent aujourd'hui encore, après cent ans d'occupation continue, leur état d'origine. Il a paru intéressant de procéder à une étude sur les conditions d'habitation dans ces appartements à la fin du XIXe siècle et sur les modes de vie des habitants d'alors.

Répartition de la population dans les logements

Une enquête de 1896 sur les conditions du logement à Lausanne⁹ attribue au périmètre déterminé par les rues du Nord, Calvaire, Vallon et Montmeillan les coefficients les plus défavorables de la ville, notamment en ce qui concerne l'insalubrité des logements, la densité du peuplement et le taux de mortalité. Le quartier du Vallon est donc le secteur jugé le plus malsain de Lausanne et parallèlement le lieu principal d'accueil de la classe ouvrière, ce qui n'a rien de surprenant. Le Rapport Schnetzler signale pour le secteur Vallon-Tunnel en 1896 un taux moyen d'occupation de 1,44 habitants par pièce – contre 1,05 pour l'ensemble de Lausanne. Ces chiffres sont largement dépassés pour les bâtiments Nord et Vallon, même si l'on tient compte du fait que les recensements peuvent se situer aux périodes de l'année où une certaine proportion de population saisonnière

figure parmi les résidents du quartier.¹⁰ Le nombre d'habitants est tel que non seulement toutes les pièces des appartements, y compris la cuisine, servent à l'habitation, mais encore les combles des bâtiments, les locaux artisanaux au niveau de la rue et les caves. L'espace vital à disposition de chaque habitant atteint rarement 10 m², plus souvent 7 à 8 m². Dans de nombreux cas, le logement sert à l'exercice d'une

¹ B. van Muyden & A. Schnetzler, Lausanne à travers les âges, p. 101, Rouge, Lausanne 1906. Fondateurs de la Société de Construction: X. de Gottofrey, ancien juge cantonal; Ernest Dapples, ingénieur; Ch. Carrard, banquier; H. Bipert, juge cantonal; Sigismond Charrière de Sévery, député

² Article 1) des Statuts de la Société de Construction, Lausanne 1944

³ Des voulages successifs du Flon ont été exécutés en 1894 à la place du Vallon et en 1898 à la rue du Nord

⁴ Il s'agit en particulier de la Fonderie Duvillard spécialisée dans la manufacture de roues à eau et de pièces pour pressoirs, de la Brasserie du Vallon, de la Tannerie Mercier et de la Bauderie Haldimand

⁵ Jusque vers 1895, la rue du Vallon était appelée rue des Eaux

⁶ André Schnetzler, Les Habitations ouvrières en Suisse, Imprimerie Romet, Genève 1900

⁷ A l'origine de la «Mietkaserne» se retrouveraient deux modèles d'organisation spatiale: le camp militaire, caractérisé par l'alignement de blocs parallèles le long des allées d'accès, et le cloître construit autour d'une cour. Voir à ce sujet Lewis Mumford, The Culture of Cities. Harcourt, New York 1938

⁸ Dans les «Habitations ouvrières en tous pays», Dejey, Paris 1879, E. Müller et E. Cacheux énoncent les avantages des «maisons à étages servant à loger un grand nombre de familles»: réduction des prix relatifs aux droits de petite et grande voirie, au pavage des rues et trottoirs, au balayage, à l'écoulement des eaux ménagères, à l'établissement des privés et des dépendances en tout genre et aux murs de clôture

⁹ André Schnetzler, Imprimerie Lucien Vincent, Lausanne 1896

¹⁰ C'est le recensement fédéral de 1888 qui fait apparaître la concentration la plus élevée de population, soit respectivement pour le bâtiment Vallon: 250 habitants répartis en 52 ménages, donc une moyenne de 4,8 personnes par ménage et de 2,1 occupants par pièce; pour le bâtiment Nord: 139 habitants répartis en 32 ménages, donc une moyenne de 4,3 personnes par ménage et 1,65 occupant par pièce

1 Vue d'ensemble des deux casernes de la rue du Nord (gauche) et du Vallon (droite)



profession – le plus fréquemment couture ou broderie – qui entraîne un encombrement supplémentaire de l'espace. De plus, pour acquitter le montant du loyer, en moyenne équivalent au quart du revenu familial, les familles sont contraintes d'accueillir dans leurs murs des pensionnaires – coucheurs, auxquels il faut bien se résoudre à allouer sinon une pièce, tout au moins une couche. A la disparition de certains emplois industriels du quartier et la reconversion de pièces d'habitation en locaux artisanaux correspond une baisse d'environ un quart de la population totale, pendant les douze dernières années du XIXe siècle. Dans le même temps, le nombre des ménages restera approximativement stationnaire, ce qui démontre la réduction du nombre des familles nombreuses. Entre 1900 et 1930, la population continuera à diminuer, mais à un rythme nettement plus lent. Le rapport entre la population active et la population totale atteint un maximum entre 1900 et 1930, puis baisse sensiblement par la suite, ce qui laisse à penser que la population du quartier présente une tendance au vieillissement et comprend une forte proportion de retraités et de veufs.¹¹

Permanence de la population dans les logements et structure des ménages

Entre 1875 et 1888, le bâtiment Nord connaît un renouvellement complet de sa population en raison de l'instabilité de l'emploi qui entraîne la mobilité des habitants. Ainsi, les appartements des bâtiments Nord et Vallon servent à la fin du XIXe siècle de logements de transit avant d'abriter une population plus stable à partir de 1900.¹² La période caractérisée par la plus forte proportion de population active enregistrée entraîne le taux de permanence le plus élevé dans les logements. On peut en conclure que la mutation progressive, au début du XXe siècle, d'une population ouvrière en population artisanale a entraîné son enracinement dans le quartier. Cette même période correspond également à la plus faible proportion de population étrangère.¹³

En ce qui concerne la structure des ménages et bien que les deux bâtiments ne présentent pas une population homogène en raison des différences de capacité des appartements, on peut situer autour de 1890 la proportion la plus élevée de familles nombreuses. Après 1900, les petits ménages et les personnes vivant seules constitueront une majorité.¹⁴

Echantillonnage des professions

Nous avons vu précédemment que le déclin de la vocation industrielle du quartier date de la dernière décennie du XIXe siècle, période qui correspond à la recrudescence des activités artisanales dans le quartier. Vers 1888, on recense le plus grand nombre de métiers différents, alors que les seules professions de la construction vont occuper la plus grande partie de la population active au Vallon durant le premier tiers du XXe siècle. Les métiers féminins de couturière, lingère, lessiveuse, etc. étaient liés à la présence de la buanderie Haldimand et représentaient un contingent stable de 22% de la population active entre 1888 et 1910. D'autres professions encore étaient représentées au Val-



lon, en particulier les voituriers du service municipal de voirie, les employés du funiculaire Lausanne – Signal et les petits commerçants.

Surpeuplement et conditions de cohabitation

La littérature du XIXe siècle et les auteurs tels qu'Eugène Sue ou Emile Zola ont rendu familière la condition ouvrière dans les grandes villes à l'époque. On y découvre à la fois la cupidité des propriétaires d'immeubles, l'entassement des familles nombreuses dans des logements exigus, l'inconfort et l'absence d'hygiène. Cette réalité misérable du logement dans les grandes agglomérations constitue pour la société une double menace, celle de la contagion physique et du danger d'épidémie d'une part, celle de la dissolution des mœurs de l'autre. L'action sociale entreprise au temps du Prince Albert en Angleterre par Henri Roberts a trouvé des prolongements à l'étranger et apparaît résumée dans ces propos: «Nous avons cependant encore l'heureux espoir d'opérer à l'aide du principe chrétien, uni à un esprit éclairé et bien dirigé de philanthropie, un aussi grand changement dans les demeures des classes ouvrières que celui qui a été apporté dans les conditions de nos prisons...»¹⁵ Les protagonistes du logement social au XIXe siècle multiplient les discours moralisateurs qui visent à l'éducation de l'ouvrier par le logement.

Une évidence apparaît dans le cas des bâtiments Nord et Vallon, et dans les références au logement ouvrier au siècle dernier: l'absence de commune mesure entre une utilisation «normale» de l'habitat et les conditions effectives d'habitation, telles qu'elles nous sont connues. Le surpeuplement chronique des pièces, l'usure rapide du matériel allant de pair avec l'absence généralisée d'entretien, la surexploitation de l'équipement sanitaire entraînent la dégradation des conditions d'habitation. Aussi n'est-il pas possible actuellement d'apprécier l'état du logement, en se rapportant au seul examen de plans, et sans tenir compte des conditions d'utili-

2 Caserne locative, 28–32, rue du Vallon, Lausanne. 1874–1876. Plan de l'étage courant:
0 Toilette/1 Cuisine/2 Chambre/3 Séjour

3 Caserne locative, 1–4, rue du Nord, Lausanne, 1874–1875. Plan de l'étage courant:
0 Toilette/1 Cuisine/2 Chambre/3 Séjour/4 Terrasse

4 Caserne locative, 1–4, rue du Nord, Lausanne. 1874–1875. Elévation sur la rue du Nord

lisation et d'occupation des habitations. Le surpeuplement des pièces apparaît en effet comme le fléau principal et la source de nombreux maux sociaux. Ceci n'est toutefois que partiellement exact dans la mesure où des taux de surpeuplement plus élevés encore caractérisaient la société urbaine préindustrielle.¹⁶ D'autre part, il convient de tenir compte du rapport du logement à la rue, bien différent aujourd'hui d'alors. Du fait de la présence hors de l'habitation de fonctions domestiques telles que le la-

¹¹ La proportion entre population active et population totale du bâtiment Nord donne pour les recensements consécutifs de 1875 (35%), 1888 (42%), 1900 (52%), 1910 (53%), 1930 (43%)

¹² Entre 1875 et 1888, 0% des ménages se retrouvent dans leur logement. Entre 1888 et 1900, 25%; entre 1900 et 1910, 58%; entre 1910 et 1930, 13%

¹³ Dans les bâtiments Nord et Vallon, la population a varié dans les proportions suivantes entre les quatre recensements de 1875, 1888, 1900 et 1910: bourgeois de Lausanne, de 3 à 8,5%; Vaudois, de 50 à 75%; Confédérés, de 14 à 32%; étrangers, de 1 à 10%. Il est intéressant de constater que certains bâtiments du quartier ont une proportion de population étrangère inférieure à celle de l'ensemble de la ville, et ceci jusqu'à l'entre-deux-guerres

¹⁴ En 1888, on enregistre dans le bâtiment Vallon 33% de ménages formés d'un couple et de quatre enfants ou davantage; dans le bâtiment Nord, le recensement de 1900 indique 25% de ménages formés de personnes seules

¹⁵ Henri Roberts, Des habitations des classes ouvrières (traduit et publié par ordre du Président de la République Française), Gide et Boudry, Paris 1850

¹⁶ Dans «Le Bâtiment, enquête d'histoire économique, XIVe–XIXe siècles», de J.P. Bardet, P. Chaunu et al., Mouton, Paris 1971, nous apprenons qu'à l'intérieur du quartier de St-Sauveur à Lille en 1686, on comptait les taux d'occupation suivants: 55 chambres à un occupant, 85 à deux occupants, 78 à trois occupants, 80 à quatre occupants, 45 à cinq occupants, 20 à six occupants, etc.

voir, les bains ou la glacière, certaines pratiques quotidiennes se déroulaient hors de l'appartement et entraînaient une dépense de temps moins importante à domicile. Si la rue et le voisinage jouaient alors un rôle positif sur le plan de relations humaines, il ne faut pas méconnaître pour autant l'effet coercitif exercé sur la vie quotidienne des familles par la dissociation accentuée entre le domaine public de la rue et l'espace privé du logement, avec pour ce dernier un refoulement correspondant au-delà des façades des maisons.¹⁷ Cette mutation s'accompagne d'une surveillance accrue de la population par la substitution d'une police urbaine exercée par les habitants, par une police faite sur les habitants, certaines tâches telles que le contrôle de l'éclairage nocturne, autrefois dévolues aux notables, échéant désormais à l'officier public. Les cages d'escalier et les coursives communes peuvent apparaître également comme une manifestation d'étalement de la rue dans le logement et une mesure de renforcement de la surveillance.¹⁸ Un tel surcroît de contraintes enferme progressivement l'habitant entre les murs de son logement et rend alors plus sensible le surpeuplement. La promiscuité qui en résulte est d'autant plus perceptible que les pièces de l'appartement communiquent directement les unes avec les autres, sans espace de dégagement et corridor de distribution, comme c'est le cas dans le bâtiment Vallon. L'espace vital par habitant est d'autant plus restreint qu'il est hypothéqué par la servitude du passage à travers les pièces. Lorsque le recensement de 1875 révèle qu'un appartement de deux pièces du bâtiment Nord est occupé par un couple et cinq enfants, tandis qu'un autre abrite une famille de six personnes avec deux pensionnaires à domicile, on se fait une idée plus précise de ce que pouvait être la cohabitation à l'époque.

L'introduction ultérieure d'un certain confort domestique ira de pair avec la spécialisation des pièces en fonction de leur destination – ainsi qu'un redimensionnement correspondant des différents espaces du logement – et

l'installation de l'équipement sanitaire et ménager dans l'appartement. Jusque vers 1900, la controverse subsistera entre partisans des latrines communes à l'étage et des toilettes à l'intérieur de l'appartement. Depuis lors, la qualité du logement est le plus souvent mesurée au perfectionnement de l'équipement ménager davantage qu'à des critères qualitatifs tels que l'ampleur ou la relation mutuelle des espaces habitables.

Réflexions résumées sur les casernes locatives

Certaines caractéristiques des conditions d'habitation de la classe ouvrière apparaissent à travers le déchiffrement même rapide d'une «Wohnkultur», à partir du témoignage apporté par les bâtiments Nord et Vallon:

– La configuration physique et la capacité des appartements ne sont pas suffisamment indicatives par elles-mêmes des conditions d'habitation à la fin du XIX^e siècle. Il faut y adjoindre des considérations sur les modes de vie et les taux d'occupation pour mieux définir le rôle joué par le logement dans la vie quotidienne. Encore faut-il introduire ici la distinction entre conditions d'habitation qui relèvent directement du logement et modes de vie, qui dépendent des modèles culturels.

– La ressemblance des programmes de distribution des bâtiments Nord et Vallon n'exclut cependant pas la disparité dans le traitement du volume architectural. En raison probablement de sa situation relativement plus privilégiée, le bâtiment Nord a fait l'objet d'un souci de formalisation plus étendu que le bâtiment Vallon. La disposition alternée des faîtages de toiture, l'articulation des corps de bâtiment et des terrasses surbaissées, le dessin des frontons et corniches témoignent d'une volonté d'affirmer la respectabilité de la population par une recherche de dignité classicisante dans la composition. L'image architecturale cautionne ainsi l'image sociale, incitant l'habitant à respecter d'autant plus scrupuleusement son logis.

– En milieu urbain, l'habitation collective ne semble pas avoir statut d'objet culturel au

même titre que le pavillon monofamilial, par exemple. Il est malaisé de recueillir de la part des habitants des témoignages sur l'image qu'ils se font du bâtiment où ils demeurent, en particulier de l'investissement affectif dont ce dernier peut être l'objet. Ainsi, la caserne locative est-elle universellement considérée comme un moyen «rationnel» d'abriter un maximum de ménages dans un minimum d'espace, et ceci d'autant plus logiquement que les typologies des casernes ne diffèrent pas fondamentalement de celles des «maisons de rapport» d'origine bourgeoise. L'image extérieure de l'habitation est rarement perçue comme étant susceptible de valoriser l'image personnelle ou familiale reflétée par l'intérieur du logement.

– La typologie de la caserne locative peut apparaître comme l'instrument primitivement destiné à assurer la transformation des paysans ou artisans venus des campagnes en ouvriers salariés des villes.¹⁹ La diversité des origines de la population des bâtiments Nord et Vallon atteste bien ce rôle initialement joué par de tels logements. D'autre part, la caserne sera destinée à assurer une mission éducative pour la classe ouvrière en imposant son type d'ordre et de culture domestique, comme l'expriment ces propos: «Les partisans du système des maisons à étages font valoir que les habitants de ces maisons, se rencontrant dans les escaliers, sont obligés de s'observer; d'après eux, ils perdent de leur rudesse et veillent à ce que leurs enfants ne soient pas en butte aux moqueries de leurs camarades par suite de leur tenue débraillée.»²⁰ Toutes les bonnes raisons concourent ainsi à doter la classe ouvrière de logements à «sa mesure», en particulier dans des casernes locatives.

Gilles Barbey

¹⁷ Alain Monchablon, Notes autour de l'habitat, in «La Politique de l'Espace Parisien à la Fin de l'Ancien Régime», CORDA, Paris 1975

¹⁸ Martin Steinmann, Das Laubenganghaus, in «Archithèse» Nr. 12, Verlag Arthur Niggli AG, Niederteufen 1974

¹⁹ Susanna Magri, Politique du logement et besoins en main-d'œuvre, CSU, Paris 1972

²⁰ E. Cacheux & E. Muller, op. cit.

2

Logement ouvrier et image de marque

Paris 1855». En 1896 à Genève, l'orfèvre et médailleur Georges Hantz présente une collection de «bonbonnières Suchard» et de bibelots patriotiques.³ Mais la principale attraction exhibée par les Chocolats Suchard réside en leur maison ouvrière modèle, construite à proximité du pavillon des sciences et de l'enseignement.

La «Maison Suchard» des architectes E. Colomb et E. Prince est une maison jumelle.⁴ On sait que les origines lointaines de ce type, le «double cottage»⁵, se situent dans l'Angleterre de 1700, au moment de la «révolution agricole» qui précède la «révolution industrielle». La maison jumelle, dans sa mitoyenneté ou son «semi-détachement» (semi-detached house), conserve une forte connotation de ruralisme. Bloc-image destiné à deux ménages, la Maison Suchard s'élève sur un plan carré de quelque 9 mètres. Sa partition répond à deux contraintes:

économie de construction – l'architecte retourne son plan – ensoleillement «démocratique» – le mitoyen s'oriente dans un axe nord-sud si le terrain le permet. Etroite, longitudinale, la cellule familiale procède par enfilade. Il n'y a pas de dégagements. L'entrée se donne directement dans la cuisine qui focalise l'image de

¹ Philippe Suchard, Un voyage aux Etats-Unis d'Amérique, Notes d'un touriste pendant l'été et l'automne de 1824, Neuchâtel 1868. Paru antérieurement en allemand, Mein Besuch Amerikas im Sommer 1824, Aarau 1827: texte rédigé par le romancier Heinrich Zschokke à partir du journal de Suchard. Nous renvoyons à la réédition française, Neuchâtel 1947, p. 20

² Journal officiel illustré de l'exposition nationale suisse, no 37, 2. 10. 1896, p. 434

³ id., no 43, 13. 11. 1896, p. 510

⁴ Anonyme, Maisons ouvrières de la fabrique de chocolat Suchard, Neuchâtel s.d. (1896); réédition s.d. (1901?)

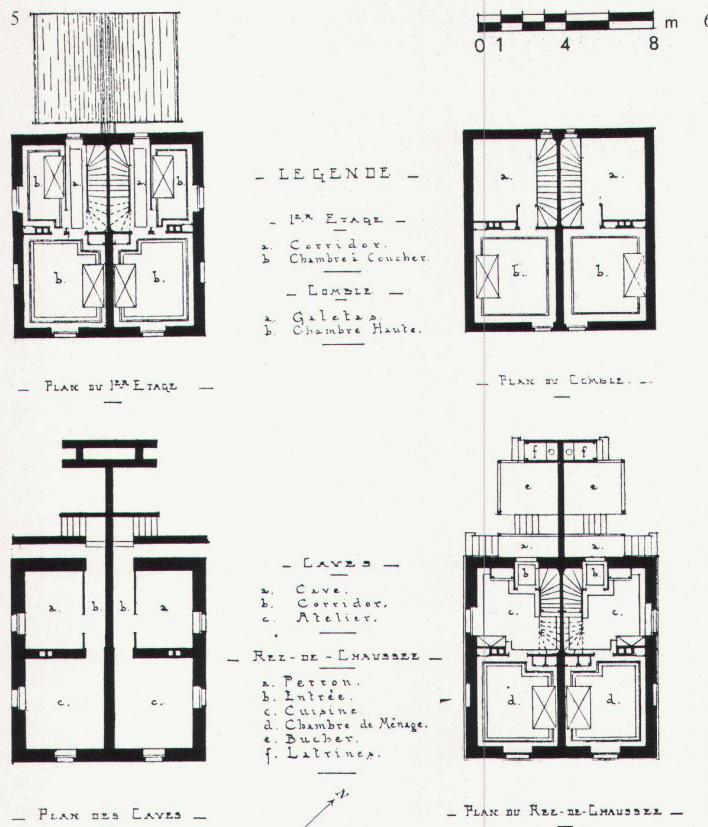
⁵ Henry Roberts, Des habitations des classes ouvrières, Paris 1850, fig. 10-15

«Si dans notre société civile nous avons encore des classes d'hommes brutales et dégoûtantes, vraiment la faute en est tout entière aux classes élevées et à leurs préjugés odieux et pleins de brutalité.»

Philippe Suchard, *Un voyage aux Etats-Unis d'Amérique (...)*¹

La «Maison Suchard» de 1896

En 1896 à Genève, dans le cadre de la deuxième exposition nationale suisse, les Chocolats Suchard présentent leurs produits hors concours: la réputation internationale du label Suchard «n'est plus à faire»². En effet, la chocolaterie neuchâteloise a déjà remporté un nombre respectable de médailles dont la première en date porte en titre: «Exposition universelle



la famille. L'équipement «ligno-ménager» est minimal. Principal outil de l'économie domestique, la cuisinière est aussi poêle: c'est elle qui chauffe la chambre attenante au sud que l'architecte nomme «chambre de ménage», séjour de la mère et des enfants, lieu où l'on mange. Cas échéant, un lit vient s'y placer. Cette enfilade cuisine-chambre de ménage fonctionne à la façon de la «Wohnküche» allemande. Plaquée au mitoyen, suspendue au mur aveugle de la cuisine, la volée de bois de l'escalier visualise non seulement le parti d'économie, mais connote le privilège communément attaché à l'image d'une «maison» déployée sur plusieurs niveaux. Ce «lux» rachète-t-il l'inconfort des latrines rejetées à l'extérieur, certes hygiéniquement unifamiliales, mais dont la cabine accolée au nord du bûcher commande un trajet minimal de quelque 11 mètres? Fondée en excavation, la Maison Suchard comporte un sous-sol relativement important occupé par deux caves. La première tient lieu de réceptacle aux provisions issues de l'émulation potagère. «Les jardins, d'un grand rendement, ne sont pas sans exercer non plus leur influence sur la vie de famille, les maris mettant tous leurs soins à les cultiver pour leur faire rapporter les meilleurs légumes et les

5 «Maison Suchard» de 1896. E. Colomb & E. Prince, arch. Plans des 4 niveaux
6 «Maison Suchard» de 1896. Face sud-est

plus beaux fruits.»⁶ La deuxième cave, que l'architecte intitule «atelier», s'ouvre à l'initiative du «chef de famille». De même, la chambre qui flanque le galetas n'est pas définie dans son mode d'emploi: c'est la «chambre haute», espace brut livré à l'investissement de l'usager, tantôt remise ou atelier, tantôt étendage ou chambre à coucher. Ainsi le trop-plein de lits des familles nombreuses peut-il déborder soit dans les combles de la «chambre haute», soit dans la «chambre de ménage» du rez. Le premier étage condense étroitement le couple symbolique: chambre nuptiale, chambre des enfants. Le mode d'emploi de la Maison Suchard prescrit la «fondation» d'une famille.

Au secours du libéralisme

En 1851, le prince Albert s'était servi de la première exposition universelle de Londres pour y afficher une maison ouvrière illustrant le concept victorien d'«assistance publique». De même, la Maison Suchard manifeste une doctrine, celle du «relèvement social» à travers l'éducation domestique. En 1896, la fabrique de Serrières est dirigée par Carl Russ, gendre du fondateur Philippe Suchard senior (1797–1884). Russ «poursuit inlassablement l'œuvre du fondateur et de son fils (Philippe Suchard junior 1834–1883) luttant dans l'esprit qu'ils lui avaient enseigné». ⁷

Globe-trotter et capitaine d'industrie voué à toutes sortes d'initiatives (confiserie, navigation à vapeur, sériculture), le «Père Suchard» est une figure typique du premier capitalisme helvétique. Ami du romancier Heinrich

Zschokke, auteur du roman coopératif «Le village des faiseurs d'or»⁸ – à partir des notes de voyage de Suchard, Zschokke rédigera le texte allemand de «Mein Besuch Amerikas im Sommer 1824»⁹ – Philippe Suchard expérimente dès l'adolescence l'ascèse dynamique de la «Selbsthilfe» pestalozzienne appliquée au développement industriel. Initié par Zschokke à l'ordre maçonnique de foi en la Providence, il joue face à ses ouvriers le rôle de Père miséricordieux, pratiquant une philanthropie de relèvement social et d'«utilité publique» (Gemeinnützlichkeit). La maison constitue le principal moyen de cette politique, partagée par son fils et son gendre.

Dans son emprise paysagiste de la rive lacustre au sortir de la gorge industrielle de Serrières, la «Cité Suchard» (achevée peu avant l'exposition de 1896) établit une série typologique dont la maison témoin de Genève montre le type le plus fréquent. A la façon d'un quartier de villas, les 18 unités immobilières forment un ensemble cloisonné qui exprime la séparation familiale bien plus que le paternalisme. Cette juxtaposition cellulaire procède de la rationalisation du philanthropisme. Le promoteur ne vise pas qu'à s'attacher et à contrôler une main-d'œuvre de confiance. Plaidoyer pour «les Habitations ouvrières en Suisse»¹⁰, le témoignage du juriste lausannois André Schnetzler précise la situation: pour prévenir l'Etat de trop légitérer en

7 Cité Suchard, Serrières, Neuchâtel



⁶ Maisons ouvrières (cit. note 4), p. 3

⁷ Collectif, 125e anniversaire Suchard, Lausanne 1951, p. 40

⁸ Heinrich Zschokke, Das Goldmacherdorf, Aarau 1817; cf. Jacques Gubler, Nationalisme et internationalisme dans l'architecture moderne de la Suisse, Lausanne 1975, p. 94–96

⁹ cit. note 1

¹⁰ André Schnetzler, Les habitations ouvrières en Suisse, Lausanne 1890

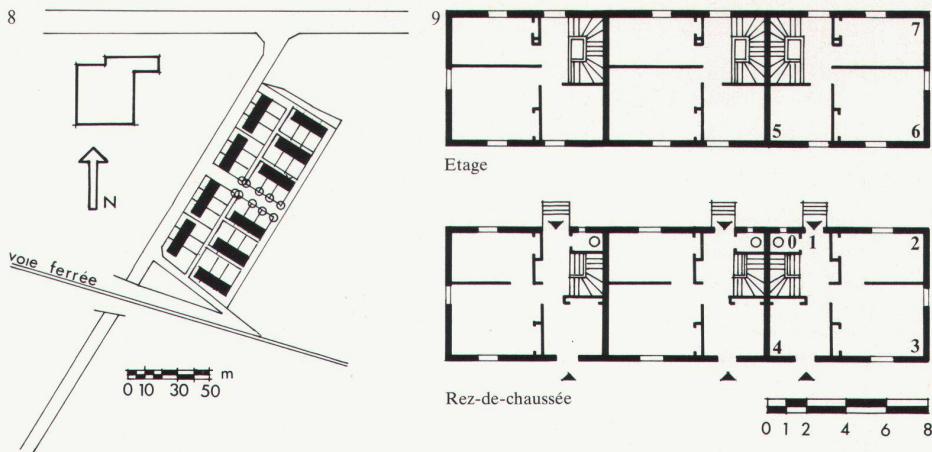
matière de logement, l'industriel éclairé prendra l'initiative de sa propre infrastructure sociale. Il en va pour Schnetzler du renforcement du libéralisme économique. L'«autofinancement» d'un village ouvrier n'opère pas à fonds perdus: l'intérêt du capital engagé et l'entretien des immeubles provient des loyers. Le plan financier se calcule à long terme. La rentabilité est peu speculative, mais certaine, dans un rapport de 3 à 4%.¹¹

La construction d'une cité ouvrière peut enfin s'orchestrer en une campagne publicitaire importante, utile à populariser une image de marque. Pour leur maison ouvrière, les Chocolats Suchard gagneront la médaille d'or de l'exposition universelle de Paris en 1900.¹²

La «Cité Martini» de 1905–1906 à Marin NE

L'exemple de la chocolaterie sera suivi par une autre firme établie non loin de Neuchâtel, la Martini Automobile Company Limited de Saint-Blaise. Aristocrate hongrois et industriel suisse, Friedrich Martini (1833–1897) jouit d'une réputation très large dès l'instant où l'armée anglaise adopte son fusil se chargeant par la culasse. Etabli à Frauenfeld en 1862, Martini avait produit des pièces détachées et des machines destinées à la broderie et à l'imprimerie. L'usine et ses trois filiales deviendront autonomes après sa mort. La fabrique de Saint-Blaise ne gardera de Martini qu'une raison sociale prestigieuse, utile à lancer sa production automobile (premiers modèles sortis en 1897).¹³

Le capital engagé dans la construction de la «Cité Martini» ne provient pas uniquement de la fabrique mais, pour une part légèrement inférieure de moitié, d'une société par actions (1500 actions de 100 francs). Ces parts ne sont pas destinées à la souscription des locataires. L'achèvement de la construction coûte (fin 1906) un peu plus de 343 000 francs (dont 11 000 francs d'honoraires versés aux architectes). Projetée en 1905 par l'association neuchâ-



8 Cité Martini à Marin, Neuchâtel. 1905–1906. Prince & Béguin, arch. Plan d'ensemble

9 Cité Martini. Plan de la maison ouvrière à 3 logements
0 Toilette/1 Entrée/2 Chambre/3 Séjour/4 Cuisine/5 «Chambre haute»/6, 7 Chambres à coucher

teloise Prince & Béguin, la Cité Martini comporte 30 cellules familiales groupées en 10 rangées de 3 unités. A l'échelle réduite de l'opération, le plan des masses dessine l'image sinon d'un village, du moins d'une unité de voisinage typée dans sa morphologie suburbaine. L'ensemble se perçoit comme une enclave oblongue, isolée en plein terrain agricole. La composition densifie le vide entre les immeubles, statuant l'identité collective du quartier. L'unité immobilière et urbanistique, fortement «pittoresque» dans son image domestique, contient en fait trois cellules. Les architectes ont joué de la couleur locale (le jaune de la pierre de Hauteville) de la texture rustiquée, de l'animation contrastée et compéntrante des combles et pignons. Cette volonté de pittoresque et d'attaché locale se rattache directement à la tradition internationale de la cité-jardin.

Confrontée à la Maison Suchard, la cellule familiale Martini présente une articulation plus complexe des espaces. Ainsi le rez-de-chaussée groupe-t-il un petit hall, un W.-C., la cuisine et deux chambres. Branché sur l'escalier, le hall officie comme espace de dégagement. En gagnant une pièce à chaque niveau, le locataire pourra donner à chaque chambre un degré de spécificité calquée sur la «maison bourgeoise». La maison ouvrière opère ainsi une sorte de déclassement social vers le haut. L'adhérence forcée au modèle littéraire de la famille modeste, sobre, épargnante va de pair avec la projection

10 Cité Martini. Vue d'ensemble



et l'affichage caricatural d'une culture «supérieure». Ce phénomène vérifie l'ancienne utopie réformiste du pasteur glaronais Bernhard Becker: «der Arbeiterstand ist kein Proletariat».¹⁴

Il serait intéressant de connaître la stratégie des organisations ouvrières de la Suisse face à l'initiative domestique des Chocolats Suchard ou des Automobiles Martini. Si, dans le canton de Vaud¹⁵, le Grütli dénonce le péril de l'embourgeoisement par le logement, qu'en est-il à Neuchâtel? L'«absurdité révolutionnaire» de la revendication prudhonienne du droit à la propriété du logement avait fait l'objet d'une démonstration d'Engels pour qui «la liberté de mouvement est la première condition vitale (des travailleurs)».¹⁶ «A chaque grève ils se trouvent aussitôt sans abri.»¹⁷ Nullement généralisable à l'ensemble de l'histoire sociale de la Suisse au «tournant du siècle», le cas des Cités Suchard et Martini met en évidence que la «Question du logement» oppose non seulement le patronat et la classe ouvrière, mais aussi le libéralisme économique au radicalisme de la «république sociale», mais encore le socialisme révolutionnaire au socialisme réformateur.

Jacques Gubler

¹¹ ibid., p. 18, 19

¹² Gustave Ador, Rapport administratif et technique du commissariat général suisse, Exposition universelle, Paris 1900; Genève 1901, p. 144

¹³ D.H.B.S., articles «Martini» et «Automobilismus»

¹⁴ «La condition ouvrière n'est pas le prolétariat»: Bernhard Becker, *Das Familienleben in der Fabrikindustrie*, Glaris 1862, p. 64

¹⁵ Cf. André Lasserre, *La classe ouvrière dans le Pays de Vaud*, Lausanne 1973

¹⁶ Friedrich Engels, *Zur Wohnungsfrage*, Leipzig 1872; *La question du logement*, Paris 1969, p. 60

¹⁷ ibid., p. 67

3

La «Bourgade» Leumann: histoire et revalorisation

Relations économiques entre Turin et la Suisse

«Dans le but de neutraliser les conséquences ruineuses qu'a pour elle le transport de la capitale¹, la ville de Turin tâche d'adopter toutes les mesures qu'elle juge plus propres à contribuer à l'utilité de ses habitants (...).» En octobre 1865, la Commune de Turin lance une invitation aux industriels et capitalistes nationaux et étrangers² cherchant à encourager les investis-

sements en offrant divers avantages: «(...) les ouvriers piémontais sont naturellement sobres, laborieux et intelligents (...). Les salaires des ouvriers sont à Turin sur des bases très raisonnables, et plus modérées que celles de la plus grande partie des autres grands centres de population (...).»³ Finalement le développement ferroviaire est présenté comme un atout majeur: «(...) Des nouvelles lignes destinées à unir

Turin aux autres provinces italiennes sont en construction, et en outre, lorsque dans quatre ou cinq ans, le percement du Mont-Cenis sera un fait accompli,⁴ les lignes qui conduisent au lac Majeur et à la Suisse contribueront toutes à faciliter les communications avec la Confédération helvétique et avec l'Allemagne.»

C'est dans ce cadre que l'on peut situer l'établissement de la filature Leumann à Collegno,

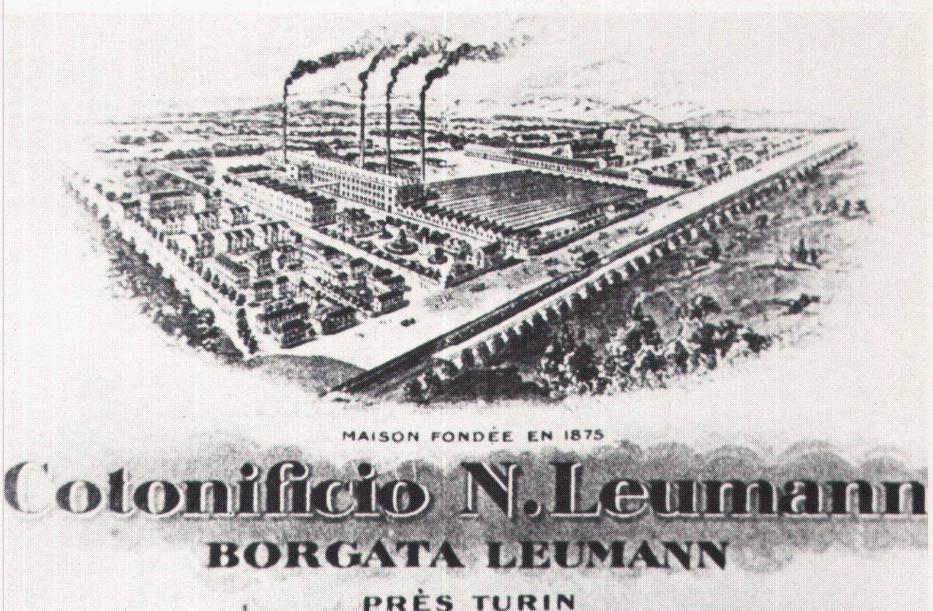
commune distante de 9 km du centre de Turin. Par ailleurs à la même époque, plusieurs banquiers d'origine helvétique participent au mouvement industriel piémontais, ainsi les Deffrenx et les Geisser, Gustavo Deslex et Aldo Weill-Schott. Leumann trouve un terrain financier favorable. Son intégration au milieu industriel turinois révèle de la part de groupements financiers italo-suisses (probablement orchestrés par le Crédit suisse) l'intention de concurrencer le monopole traditionnel du capital français sur la place piémontaise, voire italienne.⁵

Fondation de la filature et de la Bourgade Leumann⁶

Carlo Giovanni Napoleone Leumann, né à Kümmelhausen TG en 1841, représente la branche protestante de la dynastie, celle des industriels et politiciens, par opposition au rameau catholique qui fournit des académiciens humanistes.⁷ Il descend en Italie avec son frère Jakob pour rejoindre la Campagne d'Indépendance menée par Garibaldi. Les deux frères disposent de subsides alloués par les partisans libéraux de leur village natal. Mais ils vont s'arrêter non loin de Voghera pour y implanter une petite manufacture de textiles, leur première expérience industrielle. Les deux frères se séparent ensuite. Jakob ouvre sa propre filature à Prà, près de Gênes (cet établissement subsistera jusqu'au début des années 1970). De son côté, Napoleone monte à Turin – plus exactement à Collegno –, où il fonde une fabrique de cotonnades et une teinturerie, en activité dès 1875. Le Dictionnaire Historique et Biographique de la Suisse qualifie Napoleone Leumann de «grand industriel» et indique qu'il fait don d'une nouvelle école à sa commune d'origine (il est possible que ce don soit pour lui une manière de payer sa dette). Il n'est pas exclu que l'industriel, outre ce rapport sentimental, ait également cultivé une liaison morale et idéologique avec sa patrie, notamment si l'on songe qu'il développe son entreprise industrielle et sa «Bourgade» en s'inspirant du modèle culturel décrit par les théoriciens helvétiques du village ouvrier,⁸ tout en tenant compte des propositions formulées par les ingénieurs hygiénistes⁹ européens. On peut voir qu'à long terme, à travers les alliances conclues par ses enfants (citons le cas de sa fille Lydia alliée à la famille Rossi di Montelera), le cadre de références du «Père Leumann» se «piémontisera» complètement. En 1967, la firme d'apéritifs Martini & Rossi détiendra la majorité des actions. En 1930 déjà, l'Informazione Industriale (organe du patronat piémontais) lui avait dédié une nécrologie où il figurait comme un représentant du milieu local, pour mieux dire, du Régime fasciste tout court.¹⁰ D'autres témoignages de la même époque le placent parmi les industriels italiens les plus méritoires, insistant en particulier sur sa qualité de «père vénéré de milliers d'ouvriers».¹¹

Fermeture de l'usine Leumann et débat sur la réutilisation de la Bourgade

La fermeture de la filature Leumann est prononcée en 1972, alors que l'usine occupe encore 600 ouvriers, pour une grande part logés dans le village.¹² Une question urgente se pose



11 Bourgade Leumann, Collegno/Turin. Image de marque sur papier à lettres (utilisé jusqu'en 1931)

dès lors: l'ensemble peut-il être maintenu sans changement d'affectation alors qu'il avait été réalisé sous forme de communauté intégrée au processus industriel? A l'époque des «systèmes décisionnels» et dans l'optique de la restructuration de la production au sein des multinationales, l'assise territoriale et sociale de la Bourgade Leumann a perdu tout son sens. Cette entreprise s'était développée en un temps où la compétence professionnelle et la formation technique des cadres justifiaient un rapport de voisinage immédiat entre l'usine, l'école et le logement. En 1972, les intellectuels et, dans une moindre mesure, les politiciens et les organisations ouvrières n'étaient pas préparés à affronter le problème impératif de réutilisation de la Bourgade Leumann. C'est la Commune de Collegno qui finalement prit en charge la sauvegarde du village. La valeur historique de l'ensemble fut d'abord reconnue par un arrêté de classement (grado A) assimilant la Borgata à un «centre historique» (centro storico). Les propriétaires recoururent alors contre cette décision. La question est renvoyée au Conseil d'Etat. La Commune de Collegno justifie sa décision en se fondant sur une expertise historique qui insiste notamment sur les points suivants: a) situation de l'ensemble dans l'histoire de la révolution industrielle; b) existence de la Bourgade comme entité culturelle développée; c) et comme modèle d'organisation sociale; d) son rapport avec d'autres ensembles ouvriers du XIXe siècle européen, dans le cadre d'une nouvelle historiographie de l'architecture moderne. Le point e) insiste enfin sur la nécessité de situer la Bourgade Leumann dans une théorie et une pratique nouvelles de récupération et de restauration architecturales.

Les organes administratifs se rallient aux arguments de l'expertise. Dès lors, le risque de démolir le quartier, selon la logique spéculative courante, disparaît. En dépit de l'arrêté de classement, un danger de liquidation émanant des propriétaires subsiste. La fabrique avait été

vendue à un consortium de trois petites entreprises. Quant aux maisons, les propriétaires tentaient de les vendre isolément soit à quelques-uns de leurs occupants, soit à des individus ou des groupes extérieurs, et ceci malgré leur état de dégradation avancée, faute d'entretien. Un comité de quartier s'était cependant constitué et formait des revendications en insistant notamment sur le fait que «tandis que le capital

¹ Turin perd son privilège de capitale de l'Italie en 1865 au profit de Florence puis de Rome

² En français dans le texte. Archives historiques de la Commune de Turin. Voir Diego Novelli, Relazione sullo sviluppo dell'industria a Torino, Turin 1972

³ «(...) Nei migliori cotonifici italiani, il numero degli operai addetti a mille fusi variava nel 1880 da 11 a 14, mentre la Svizzera ne contava cinque (...)» in V. Ellena, La statistica di alcune industrie italiane, Annali di statistica, serie 2a, vol. 13, 1880. D'autres données apparaissent dans Maurizio Lichten, L'organizzazione del lavoro in Italia, Rome 1975, p. 87, qui prouvent que les industriels italiens jouaient très librement sur les salaires et l'horaire de travail

⁴ Commencé en 1857, le tunnel est inauguré en 1871, année où Ugo Geisser fonde la «Banca di Torino» avec des capitaux suisses et piémontais

⁵ Par exemple, en 1905, Napoleone Leumann engage des capitaux dans la fondation de la fabrique d'automobiles Krieger à Turin

⁶ Cf. A. Abriani, L'importanza storica e attuale del villaggio del Cotonificio Leumann, expertise déposée à la Commune de Collegno en 1974; id., Lorsque l'ouvrier songe à bien se loger, il est sauvé (...), Lotus international architecture, Milan/Venise, no 9, février 1975; id., Les villages ouvriers et le développement de l'architecture moderne, EPFL, Lausanne 1975 (brochure)

⁷ Dictionnaire Historique et Biographique de la Suisse, tome 4, Neuchâtel 1928, p. 508. Informations orales de Enrico F. Leumann (Préverenges), Lucius Burckhardt (Bâle)

⁸ Cf. J. Gubler, «Le Freidorf de Hannes Meyer», Werk, 1973, no 4, p. 462; id., Nationalisme et internationalisme dans l'architecture moderne de la Suisse, Lausanne 1975, p. 29 sq, 86 sq

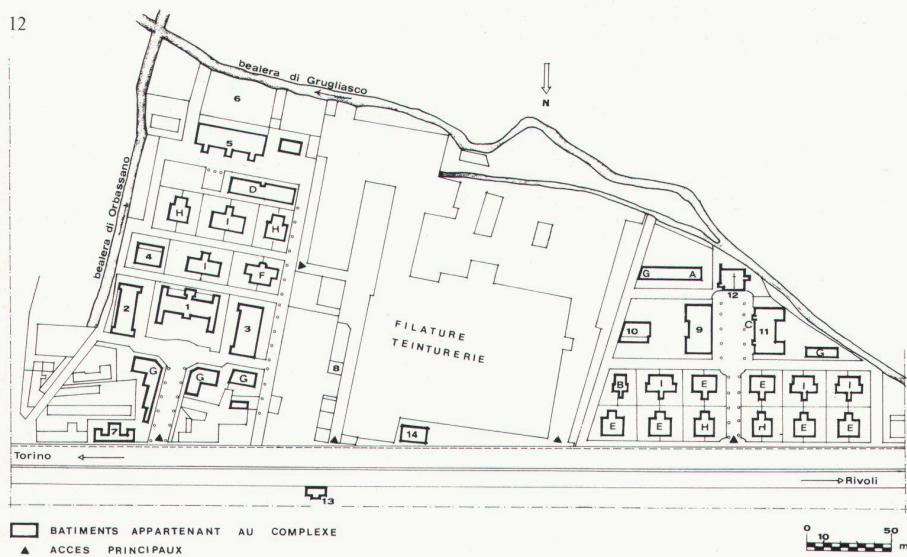
⁹ Cf. A. Abriani, op cit in note 6; id., Atti du Séminaire de Gargnano organisé par le Laboratoire d'Analyse Urbaine de Venise et par l'Institut de Géographie Humaine de l'Université de Milan, 27–29 octobre 1975 (à paraître)

¹⁰ L'Informazione Industriale, organe officiel de l'Union industrielle fasciste des provinces de Turin-Aoste (1917/I); «Onoriamo la memoria del grand'uff. Napoleone Leumann, pubblicando le fotografie che illustrano la grande opera da lui creata a beneficio dei propri dipendenti, etc.». No du 18 juillet 1930

¹¹ E. Bonicelli, L'architettura industriale, Turin 1930, p. 412

¹² 500 employés en 1890, 1000 en 1902, 1500 en 1911 (chiffre maintenu jusqu'à la deuxième guerre mondiale)

12



12 Bourgade Leumann, Collegno/Turin. 1896–1910. Plan d'ensemble. N. Leumann & P. Fenoglio, équipements collectifs:

1 Dortoirs + école ménagère/2 Dortoirs convertis en logements 2 pièces/3 Dortoirs convertis en logements 1 pièce/4 Bains-douches/5 Réfectoire des ouvriers aménagé en centre communautaire et logements 1–3 pièces/6 «Dopolavoro» (Récréation)/7 Hôtel et réfectoire des employés transformés en école enfantine/8 Permanence médicale/9 Ecoles primaire et enfantine/10 Gymnase/11 Club des employés et magasin coopératif/12 Eglise/13 Station de train/14 Bureau de poste

Habitations:

A Logements en duplex, habitation du curé/B Maison des contremaîtres 2 logements/C Résidence des employés/D Logements d'ouvriers sur coursives/E Maisons ouvrières 2–4 logements/F Maison ouvrière 6 logements/G Logements d'ouvriers duplex en rangées/H Maisons ouvrières 2 logements/I Maisons ouvrières 4 logements

13 Bourgade Leumann, Collegno/Turin. Tableau typologique des logements:

0 Toilette/1 Cuisine-séjour/2 Chambre à coucher/3 Loggia-balcon/4 Remise/5 Coursive

a tiré des profits colossaux des établissements ouvriers, il faut maintenant reconnaître aux travailleurs le droit de conserver leur mode et genre de vie: un droit de participation gagné par la sueur et le travail, gagné aussi par de graves renoncements culturels et politiques». La Commune tiendra compte de cette exigence. A fin 1974, elle décide d'intégrer le quartier à son plan social d'«edilizia economica e popolare» et entreprend des démarches d'expropriation et de rachat, appuyée par la Région qui prépare, dès l'été 1975, une loi sur le financement de la sauvegarde et de la restauration des ensembles historiques, dont le village Leumann représente l'exemple le plus significatif dans sa typologie industrielle et ouvrière.

Résultats théoriques et perspectives opératoires

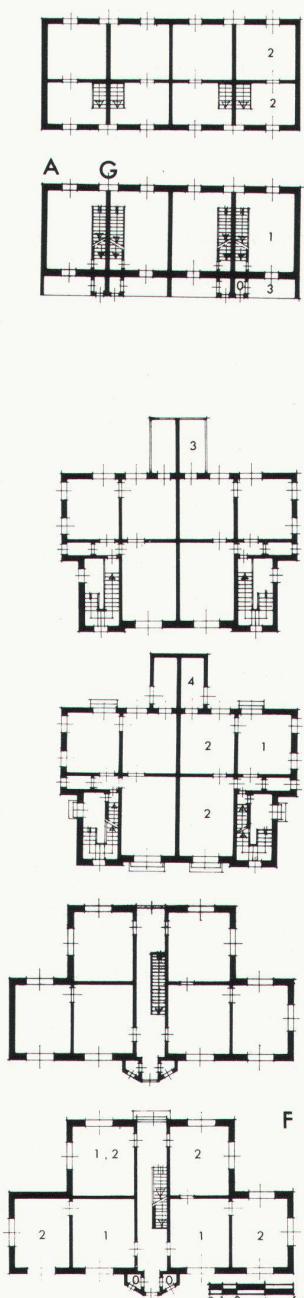
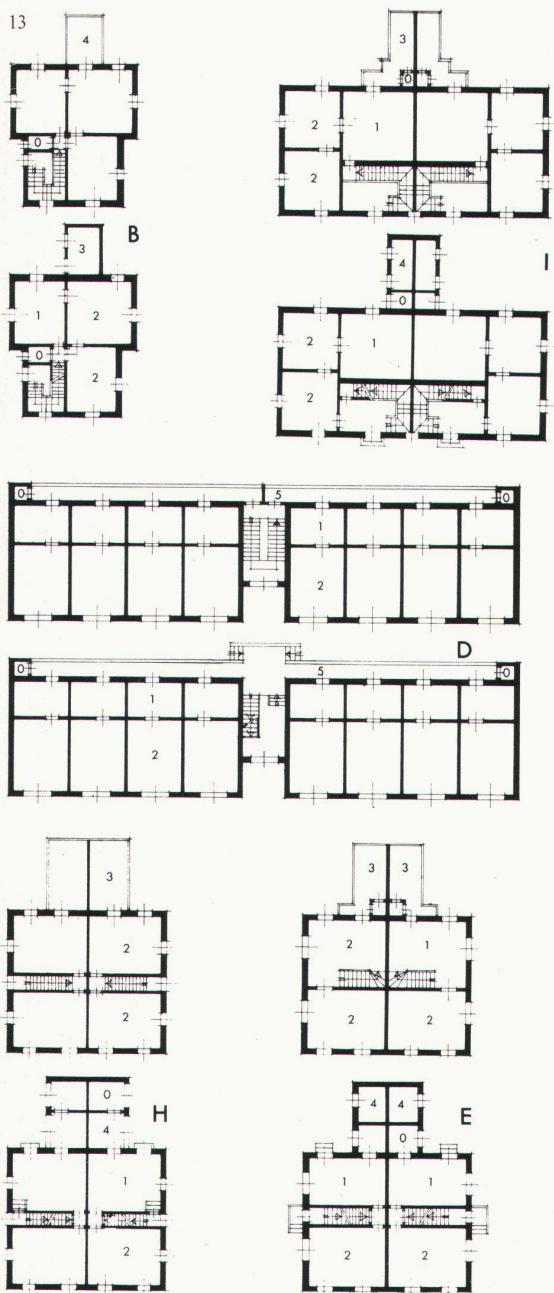
On sait que l'année 1975 fut dédiée au patrimoine architectural de l'Europe. Il n'est pas encore possible de confronter tous les actes des innombrables congrès tenus à ce propos pour chercher à en dégager d'éventuelles conclusions. Le cas particulier de la Bourgade Leumann a fait l'objet de discussions soit au Séminaire de Gargnano, organisé par le Laboratoire d'Analyse Urbaine de Venise,¹³ soit au congrès (ou pour mieux dire à l'anti-congrès) de Kassel organisé par la Gesamthochschule et dirigé par Lucius Burckhardt,¹⁴ soit finalement au congrès de Viterbe de l'ANCSA.¹⁵

L'«affaire» de la Bourgade Leumann, considérée comme expérience culturelle, politique et technique, peut se résumer à quelques considérations synthétiques, notamment celle de la contradiction entre architecture (comprise comme la spatialisation des rapports sociaux et de production) et édilité («edilizia», comprise comme l'organisation du travail et de la production architecturale). Comment l'édilité peut-elle aujourd'hui intervenir sur une architecture élaborée il y a cent ans? Le «cas Leumann» a l'avantage de poser clairement le problème de la finalité et des moyens de l'entreprise de restauration, de revalorisation ou de reconstruc-

¹³ Cf. note 9 (Séminaire de Gargnano)

¹⁴ Titre du congrès: Denkmalpflege ist Sozialpolitik, 3–8 novembre 1975

¹⁵ Titre du congrès: La politica dell'ANCSA per i centri storici, 5–7 décembre 1975. Cf. La Stampa, Turin, 6, 12, 1975



14



15



14 Bourgade Leumann, Collegno/Turin. Rue entre la zone est et la filature

15 Bourgade Leumann, Collegno/Turin. Maison ouvrière, type I

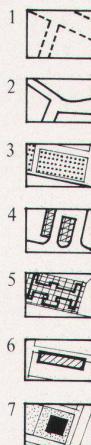
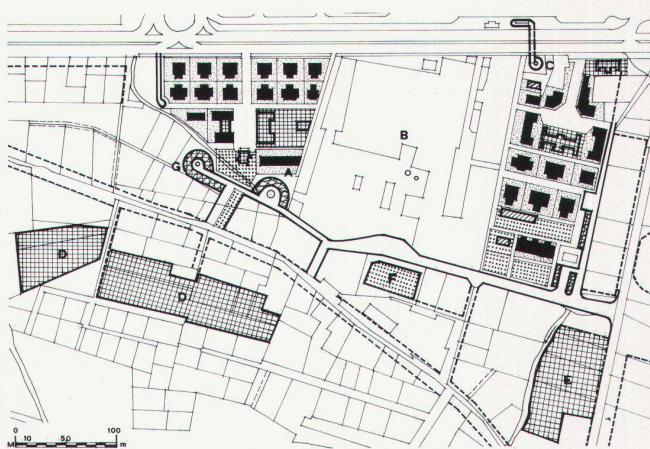
Photos: 1, 6, 7, 10 J. Gubler; 11, 15 A. Abriani; 14 T. Tallo-Leva

16

- 1 Alignement des constructions
2 Voies de circulation automobile et stationnement
3 Espaces publics réservés aux jardins et jeux

- 4 Parking souterrain
5 Bâtiments à rénover, équipements collectifs
6 Bâtiments appelés à disparaître sans être remplacés

- 7 Bâtiments et espaces verts à réhabiliter



d'une population à son quartier), du facteur biologique-écologique (équilibre, adaptation et survie), du facteur théorique- idéologique et culturel (« valeur historique » et modèles de référence), économique (rapport entre les ressources et les besoins), technique et technologique (organisation à grande échelle d'une « projection » typologique comprise comme rapport entre forme physique et exigences « habitatives »), politique (interprétation des exigences de masse) et social (exigence de participation, de « reconnaissance » ou d'hégémonie de classe).

L'aspect politique et social de la question prend une valeur prédominante qui oblige les organisations de travailleurs, les politiciens et les techniciens à définir une dynamique de l'échange contradictoire. En premier lieu, il est apparu clairement que le besoin en habitations, chiffrable en dizaines de millions de pièces (dans le cas de l'Italie) appelaient nécessairement la récupération des ressources existantes.¹⁶ Le

16 Commune de Collegno, Collegno/Turin. Plan directeur de restructuration. Projet: Collettivo di Architettura di Torino. Décembre 1974

A Bâtiment destiné à être abattu et reconstruit/B Ancien établissement Leumann/C Passage supérieur pour piétons/D Terrain pour écoles primaires et secondaires (*)/E Terrain pour la crèche et l'école maternelle (*)/F Terrain de jeux (*)/G Parking prévu dans le plan directeur de la Commune avoisinante de Rivoli

(*): prévu dans le plan directeur de la Commune avoisinante de Grugliasco

caractère économique et avantageux de l'opération est alors apparu dans la perspective d'une récupération du logement étendue à l'ensemble du territoire, de telle manière que, outre la mise à contribution des ressources professionnelles et le recours aux métiers traditionnels, la « projection » architecturale et la production édilitaire se rejoignent dans une même stratégie de préfabrication et d'industrialisation appliquée au processus de restauration. Le débat a montré par ailleurs la différence et les relations entre les concepts de « centre » et de « centralité », démythifiant ainsi le privilège attaché traditionnellement à la notion de « centre historique » ou de « centre urbain », d'où l'exigence d'une redistribution égalitaire des prestations du logement sur tout le territoire bâti. Il en est ressorti finalement quelques éléments propres à redéfinir les valeurs que toute restauration cherche à reprendre à son compte, dans le choix d'un modèle de référence (physique, fonctionnel, idéologique) apte à mesurer la différence et les relations entre les « valeurs » représentées par le bâti et celles que l'on cherche à maintenir et/ou à ajouter. En particulier, la dimension collective du problème a certainement été privilégiée.

Le renouvellement nécessaire de la cellule d'habitation individuelle doit s'appuyer sur la restauration et l'amplification concomitante des équipements collectifs. Une dimension sociale nouvelle sera atteinte qui débordera sur le territoire des communes voisines. Tout un chapitre d'aménagement du territoire s'ouvre alors, appelant un modèle de production bien différent du modèle courant. Alberto Abriani

tion. Entre les deux extrêmes de la conservation et de la démolition, l'« expérience Leumann » fait apparaître une série de dispositions et d'attitudes intermédiaires, qui ne découlent pas d'une simple approche statique de la réalité (qui réduirait les « contradictions » à de simples « difficultés » que l'on peut écarter), mais plutôt d'une considération dialectique des forces en présence, situation où la tension et le poids prépondérant de l'une de celles-ci suffisent à remporter la décision, à condition qu'elle tienne compte aussi des facteurs antagonistes. Parmi toutes les exigences et considérations, il est possible d'isoler l'importance des facteurs anthropologiques (l'identité et l'«enracinement»

Calculation sommaire du coût de la restructuration Bourgade Leumann (chiffres automne 1974)

Description	Logements	Pièces	m ³	m ²	Fr.
0.1 Bâtiments résidentiels					
0.1.1 état actuel	177	426	34 779		
0.1.2 après la restructuration	131	354	34 779		
0.2 Bâtiments pour les services collectifs (équipements sociaux)			9031		
0.3 Volume total des bâtiments			43 810		
0.4 Surface du complexe (lots ouest et est)			34 954		
1.1 Frais d'expropriation du périmètre (voir 0.4)				175 440	
1.2 Achat des immeubles (voir 0.1.1)				1 516 500	
2. Urbanisation et équipement urbain				749 310	
3. Infrastructure des équipements sociaux (voir 0.2)				521 880	
4. Rénovation des logements (voir 0.1) (Fr./m ³ = 116.50)				4 051 750	
Total				7 014 880	

¹⁶ Collectif, Contributi per la definizione di nuove tipologie edilizie, Turin 1974, chap. 4 et 5